

Annexe 112 : Les FAR en déroute à la mi-mai 1994 : les tribulations du colonel Balthazar Ndengeyinka

Présentation

Le témoignage ci-après a été recueilli à deux dates, les 28 août 2004 et 2 août 2009, et j'ai intercalé chronologiquement les passages des deux lorsqu'ils comportaient des éléments nouveaux. On trouvera en noir, le témoignage du 2 août 2009 et en bleu celui du 28 août 2004.

Témoignage

« Vers le 13 mai 1994, je fus remplacé par le colonel retraité Pierre-Célestin Rwagafilita, officiellement pour prendre le commandement du secteur Gikoro (en réalité, il n'avait pas existé), mais un ministre m'a dit que le gouvernement a estimé que « je serais un mauvais esprit dans le gouvernement » (*Ndengeyinka aratera umwuka mubi muri guverinoma*). Après quelques jours d'attente à Kigali, vers le 17 mai 1994, on me désigna pour reprendre le commandement du secteur Bugesera. C'est l'ancien secteur Mutara de Léonard Nkundiye qui était passé sous le commandement du colonel Anselme Nkulyekubona sous le nom de secteur Kibungo, et sous le commandement du lieutenant-colonel Phénéas Munyarugarama sous le nom de secteur Bugesera (Mutara, Kibungo et Bugesera sont les noms des régions des lignes successives du front). » (*témoignage recueilli auprès du colonel Balthazar Ndengeyinka, 2 août 2009*)

« IX. Le (16 ou le 17 mai), je prends le commandement du secteur OPS Bugesera.

L'APR avait déjà percé la région en deux endroits :

- commune Gashora à partir de la commune Sake (Kibungo)
- commune Kanzenze à partir de la commune Bicumbi (Kigali) ; cette colonne avait déjà atteint la localité de Rilima à sept kilomètres de Gako.

X. Le (18 ou le 19 mai), dans la soirée, après consultation avec trois des quatre commandants Bataillon, j'évacue Gako sous les bombes 60 mm de l'APR pour aller nous installer à Ruhuha (commune Ngenda). La plupart des soldats avaient déjà abandonné les positions (les bataillons comptaient plus ou moins 50 militaires disponibles chacun). Le moral était très bas.

La journée, on avait eu la visite du Général Augustin BIZIMUNGU. On s'était adressé à un groupe de militaires pour leur demander de se ressaisir et de s'opposer à l'avancée de l'APR. Un militaire nous a exhibé ses trois chargeurs garnis et, avant de disparaître dans le groupe, a déclaré qu'il ne tirerait jamais une seule cartouche avant d'arriver à Butare, chez lui. Clairement, il proclamait sa révolte contre les événements qui se passaient.

XI. Vers le (20/21 mai), j'étais encore parmi les derniers dans le poste de commandement de Ruhuha, quand je reçois la visite du député Jean-Damascène Ukurikiyeyezu (de Gitarama) et de Mr Mbonyumutwa Shingiro (MDR, Gitarama). Les bombes tombaient déjà quand je commençais à exposer la situation : les soldats abandonnent les positions sans se battre, car l'APR tire sur eux de loin, au mortier et à la mitrailleuse, alors que, manquant de munitions équivalentes, les FAR sont incapables de riposter.

Mon poste de commandement s'installe près du bureau communal de Muyira. Sur le pont Rwabusoro, j'y trouve un chaos indescriptible : de nombreux réfugiés fuyant les combats, les vaches, les soldats, tous veulent passer, et chacun le premier. Ceux qui parviennent à traverser traînent dans la boue sur la digue. Je remarque aussi une équipe du génie, envoyée depuis une semaine pour une éventuelle destruction du pont.

XII. Dans la nuit, je réunis les quatre commandants de Bataillon et leur annonce mon départ pour Muyira afin de donner le rapport de situation (il est journalier). Si pendant mon absence la situation exige qu'on prenne une décision concernant la destruction du pont, je ne délègue le pouvoir à personne, mais à tous : la décision doit être approuvée par tous.

Quand je reviens, le matin vers 4h.00, l'ordre de destruction avait été donné et les choses avaient mal tourné : il y avait encore des soldats de l'autre côté de la rivière Akanyaru (Bataillon Himbana). Ils s'étaient précipités pour traverser avec une corde et certains s'étaient noyés. L'équipe du génie qui disposait de pneumatiques a finalement fait traverser tout le monde, soldats et civils.

XIII. Vers le (22 ou 23 mai), le commandement OPS reçut comme S3 le Lieutenant-Colonel Gasarabwe. Dès que nous fûmes seuls, je lui demandais ce qu'il pensait des événements dans le pays. Il me répondit qu'il croyait que le Gouvernement et les FAR perdraient la guerre car le monde viendrait au secours de la minorité que la majorité avait agressé. Je compris qu'il était de mon point de vue.

Dans la nuit, l'APR parvint à traverser l'Akanyaru et engagea les combats avec le Bataillon Mudacumura. Dans la matinée, je parvins à regrouper le Bn et lui demanda de passer à la contre-attaque en vue d'éliminer la tête du pont. Un des soldats qui traînait la patte me montra ses trois chargeurs, deux vides et le troisième contenant trois cartouches, et me déclara qu'il n'en tirerait que deux, réservant la dernière pour lui. En fait, faute de munitions, l'action n'eût pas lieu et l'APR avança dans le Mayaga. À la mi-journée, je me rendis dans un bois pour observer. Lorsque nous venions de débarquer de la camionnette, nous fûmes surpris par un tir nourri d'un peloton de l'APR qui nous tirait dessus à une trentaine de mètres. Le chauffeur qui venait de faire demi-tour démarra en trombe et nous abandonna. Lorsque je le vis le lendemain, il me déclara que le véhicule avait été atteint et qu'il l'avait abandonné. Moi et mon escorte, nous sommes parvenus à nous en tirer en nous fauflant dans les champs de caféiers et de bananiers. Lorsque le soir, je parvins à Muyira, exténué, le Général Gratien KABILIGI, G3, se trouvait dans mon poste de commandement. J'avais été pris pour mort.

XIV. Le lendemain, nous avons eu le Bataillon Para en renfort, sans nous l'annoncer. Nous venions de préparer la contre-attaque avec le Bataillon Mudacumura. Après le démarrage, nos éléments à l'ouest nous ont signalé qu'une colonne de l'APR venait d'atteindre la route Muyira-Nyanza et qu'une autre, à l'est arrivait à 500 mètres de la route. Du coup, nous étions encerclés et risquions de perdre tous les véhicules et matériels lourds. Les camions furent chargés en vitesse de matériels sensibles (radios, médicaments). J'avertis le commandant Bataillon Para Major Aloys NTABAKUZE de ce qu'il risquait, ce qu'il ne voulut pas comprendre. Je déplaçais mon poste de commandement pour Nyanza. La Jeep radio du Bn Para fut brûlée dans la journée. Elle contenait du matériel secret, ce qui obligea les FAR à changer de SOI. Il fût le premier véhicule de ce genre à être perdu pendant 4 années de guerre.

À Nyanza, je rendis visite au Général Léonidas RUSATIRA et lui expliqua la situation, ce qui le décida à évacuer l'ESM pour Kigeme (préfecture de Gikongoro).

XV. Après la perte de Muyira, [le 26 mai, note AG], je réunis les commandants de Bataillon pour étudier la défense de Nyanza. C'était plus la surveillance des forces de l'APR, car sans munitions, on reculait au fur et à mesure que l'APR avançait. L'APR, qui avait deviné notre problème, ne se

donnait plus la peine de tirer. Elle avançait seulement et nous, on reculait. La réunion eut lieu dans les bureaux de la forge de Nyanza. Après les discussions d'ordre tactique, un officier nous proposa de discuter de la guerre elle-même. Tout le monde tomba d'accord sur le constat que les FAR ne pouvaient plus continuer les combats sans munitions et que telle semblait être la volonté de l'ONU et de la communauté internationale.

Les politiciens devaient donc trouver une solution politique à la guerre et soulager la population des souffrances énormes qu'elle endurait. Ils suggéraient qu'à la limite, les FAR pouvaient envisager d'évacuer le pays pour prouver qu'elles voulaient effectivement arrêter les combats. Les officiers me chargèrent, en tant que leur aîné, d'en parler aux politiciens.

Dans ces jours, je me suis rendu à Gitarama ; j'y ai rencontré le Colonel Félicien MUBERUKA. Il me signala qu'il avait été informé par son ami Laurent SEMANZA, ancien bourgmestre de Bicumbi, que le Gouvernement avait établi une liste de 12 officiers (dont lui et moi) à éliminer car ils entravaient la bonne marche de la guerre. Je me suis rendu (comme il venait de le faire aussi) à Murambi où j'ai trouvé Mr Mathieu NGIRUMPATSE, qui me jura n'être au courant de rien. J'ai tenu à lui proférer des menaces.

XVI. Les forces de l'APR coupèrent à un certain moment, la route macadamisée au Nord et au Sud de Nyanza. La percée au Nord me fût signalée par le Bataillon qui bouchait la piste venant de Muyira. Au Sud, je fis amèrement le constat moi-même : je venais d'apporter du renfort au Bataillon le plus au Sud, arrivé dans un tournant au sud de la forge, ma camionnette fut prise dans un feu d'une force de l'APR qui venait de s'installer sur la route. Un soldat de l'escorte fut atteint et mourut plus tard. La camionnette perdit son pneu avant droit, mais nous avons continué à rouler jusqu'en ville.

Nous avons évacué Nyanza vers la commune Murama. J'avais suggéré d'évacuer vers Gikongoro, mais les officiers de mon m'avaient convaincu d'évacuer vers Murama. » (*témoignage recueilli auprès du colonel Balthazar Ndengeyinka, 28 août 2004*)

« Juste avant la perte de Nyanza aux environs du 26 mai 1994, j'ai convoqué une réunion des commandants de bataillons pour voir ensemble le dispositif à prendre pour la défense de la ville. En réalité, on ne se battait plus, il n'y avait plus assez de munitions. (...) La manœuvre consistait en un recul continu de nos arrière-gardes, devant une avancée irrésistible des avant-gardes du FPR, afin d'obliger celles-ci à avancer en se déployant, ce qui, leur faisait perdre du temps, temps que nous voulions mettre à profit pour permettre au gouvernement de nous faire parvenir les munitions, lesquelles n'arrivaient pas. Après le volet tactique, j'ai organisé un échange de points de vue sur la guerre en cours en général. Le major Ntabakuze nous a déclaré que quelques jours auparavant, il avait assisté à une discussion similaire avec des officiers à l'état-major. Ils étaient arrivés à la conclusion que l'issue de la guerre était désormais sûre : avec l'embargo, on aura jamais les munitions, alors que le FPR a toujours les munitions. Il faudrait faire part au gouvernement de la réalité de la situation, l'inviter à négocier avec la communauté internationale qui a imposé l'embargo, et trouver une solution qui soulage la population des souffrances qu'elle est en train d'endurer du fait de la guerre, qui n'en est plus une. Les officiers, qui étaient convaincus que l'état-major avait réellement fait part au gouvernement de ces préoccupations, m'ont demandé en tant que plus ancien officier parmi eux, de contacter les politiciens à Gitarama et d'appuyer la première démarche que l'état-major n'aurait pas manqué de faire.

Quelques jours après, ce devait être le 29 mai, j'ai pu m'entretenir avec le Premier ministre, Jean Kambanda dans son logement à Murambi. Il s'est fort énervé et l'échange a été houleux. Il m'a déclaré que nous, militaires, devrions nous occuper des problèmes militaires et laisser les politiciens s'occuper de la politique. J'ai rétorqué que les deux étaient imbriqués, par exemple, si nous ne pouvons nous battre actuellement par manque de munitions, il devait me

dire entre le militaire et le politique qui était responsable de l'approvisionnement. Il me déclara fièrement que c'est le politique, et qu'il venait d'acquérir un milliard de francs rwandais pour l'achat de munitions. Je lui ai demandé s'il savait combien de jours de combat cela faisait, il a répondu que ça faisait 7 jours de combat, qu'il aurait la semaine suivante un autre milliard. Je lui ai demandé s'il imaginait pouvoir rejeter le FPR hors des frontières en 14 jours, pour éviter une solution politique adaptée à la situation présente. Je l'ai vu porter sa main sur un pistolet nu, retenu par la ceinture de son pantalon au niveau du creux de ses fesses. J'ai instantanément porté la main sur le mien en le libérant de sa gaine. Il s'est calmé et m'a déclaré qu'il avait convoqué Augustin Bizimungu, le chef d'état-major, pour discuter avec lui. En sortant, j'ai effectivement croisé Bizimungu à la porte. Après une heure environ, Bizimungu est ressorti. Il m'a dit qu'il a trouvé Kambanda hors de lui-même, et me demanda ce que j'avais pu lui faire (*Ko mbonye yariye karungu byagenze bite ?*), mais je ne lui ai rien raconté. Il m'a dit que Jean Kambanda avait décidé de me remplacer par mon S3, le lieutenant-colonel Édouard Gasarabwe (originaire de Butare), et a ajouté que le candidat qu'il avait proposé était plutôt le major Ntabakuze. J'ai quitté la commune Murama, PC du secteur, pour Butare probablement le 2 juin. À l'arrivée, on m'informa que les lieutenants-colonels Léonard Nkundiye et Phénéas Munyarugarama (tous mes prédécesseurs au commandement du secteur à l'exception du colonel Nkuliye kubona) avaient été suspendus de leurs fonctions. Le soir, le télégramme annonçant ma suspension sortit également. Un ministre m'a dit plus tard que ces mesures n'avaient pas été discutées au sein du gouvernement, mais étaient une affaire directement traitée entre Jean Kambanda et Augustin Bizimana, le ministre de la Défense. Je suis persuadé que ces suspensions sont directement liées à mon incident avec Kambanda, mais qu'il ne pouvait pas invoquer un mauvais comportement au front, sans impliquer aussi mes prédécesseurs. Anselme Nkuliye kubona, qui a fait exception, est originaire de Byumba comme Bizimana, il avait déjà fait de la prison injustement dans le dossier de l'assassinat du colonel Mayuya, sa suspension aurait pu déterrer ce dossier scabreux. » (*témoignage recueilli auprès du colonel Balthazar Ndengeyinka, 2 août 2009*)

« **XVI.** (...) Le lendemain, je suis parti pour Gisenyi voir ma famille. Je suis passé à la colline natale. (...)

XVIII. Arrivé à Gisenyi, je compris vite que la frontière était parsemée d'*Interahamwe*, et qu'un officier de mon rang ne pouvait passer la frontière incognito. (...). Je décidais de partir pour Kibuye, ma ville natale, décidé à tenter de traverser le Lac Kivu vers le Zaïre.

XIX. À Kibuye, je parvins à identifier et contacter une équipe de piroguiers zaïrois qui transportaient nuitamment des rescapés vers le Zaïre, avec la complicité des frères de Mariri.

Le Ministre Éliezer Niyitegeka, qui logeait à Kibuye, me convoqua un jour et me dit que j'avais été renvoyé de l'armée parce qu'on me soupçonnait d'être en communication avec le FPR et de lui transmettre les informations sur les opérations des FAR. Je lui ai montré ma grande surprise. Il me proposa alors d'aider dans ce qu'il a appelé la « Défense Civile » et je répondis que si le préfet s'organisait, je pouvais donner un coup de main. Sentant que je ne comprenais pas, il me suggéra de prendre l'initiative sans contacter le préfet. Je lui répondis que je ne voyais pas quel genre d'initiative.

Il fut clair en me disant qu'il y avait un problème dans Bisesero où le FPR s'était établi. Je lui répondis que le temps que je venais de passer à Kibuye m'avait suffi pour comprendre que ce ne sont que des pauvres civils qui s'y sont réfugiés, que les *Interahamwe* sont en train de massacrer, et que, quant à moi, je ne pensais pas les aider.

Aussitôt sorti de chez lui, je suis allé voir l'ex-commandant Kamanzi (qui avait pris contact avec les piroguiers pour moi) et lui annonçais que je venais de diminuer mes chances de survie, qu'il devait donc faire vite.

Deux jours après, dans la soirée du 2 juillet 1994, j'embarquais dans une pirogue en compagnie d'une jeune fille rescapée, pour l'île Idjwi, où nous avons débarqué, après dix heures de pagaie. Lorsqu'elle se mit debout, je remarquai pour la première fois sa grande taille. Je lui demandais alors comment elle avait pu se cacher des *Interahamwe* avec une telle taille. Elle me rétorqua avec humour que des Hutus de telle taille ont dû aussi se cacher.

XX. Dans la matinée du 5 juillet 1994, je pris une embarcation à moteur pour Goma. Étant bien connu dans le quartier de ma tante, j'ai dû me cacher chez ma cousine dans un autre quartier de peur d'être découvert par la sûreté zaïroise qui entretenait de bons rapports avec le Gouvernement rwandais. Je suis sorti de ma cachette avec l'arrivée de la masse de réfugiés.

Au mois de septembre, je suis allé à Bukavu. Là, j'ai contacté des officiers et leur ai fait part de mon projet de convaincre l'armée de dégommer le Gouvernement pour pouvoir permettre aux réfugiés de rentrer. Leur attitude m'a fait comprendre que trop de militaires étaient solidaires du Gouvernement pour pouvoir réussir.

XXI. Je suis revenu à Goma où j'ai établi des contacts avec des intellectuels civils. Nous projetions de mettre en place une organisation ayant pour objectif de dégommer le Gouvernement afin de permettre aux réfugiés de rentrer. Nous avons dépêché des équipes de sondages dans des camps de réfugiés. Nos envoyés nous ont signalé que les camps étaient encadrés et gardés par des *Interahamwe*, proches du Premier Ministre. Un ami me signala qu'en Belgique, il y avait un certain François Nzabahimana qui avait un projet semblable et qu'il était soutenu par des sénateurs belges.

Il projetait également de mettre sur pied une armée du Sud. Il prétendait que le Nord avait son armée (les FAR), les Tutsi la leur (l'APR) et qu'il fallait donc une armée du Sud. J'ai exprimé mon inquiétude pour un tel projet, car il aboutirait à la somalisation de notre pays. Pour moi, un homme qui formule un tel projet est dangereusement ambitieux.

Quelques jours après, il lançait des invitations pour Bukavu afin de démarrer son organisation. Parmi les invités, il n'y avait que quatre officiers :

- Général Gratien Kabiligi (Cyangugu)
- Colonel Musonera (Gikongoro)
- Lieutenant-Colonel Gasarabwe (Butare)
- Colonel Balthazar Ndengeyinka (Kibuye)

J'y ai vu la concrétisation de son armée du Sud et j'ai refusé de répondre à l'invitation. Ceux qui y sont allés ont par après signalé que Mr François Nzabahimana était effectivement accompagné de sénateurs belges. Ainsi ont été jetées les bases du RDR.

XXI. Mon projet de démission du gouvernement par l'armée ou par une organisation civile ayant échoué, j'ai envisagé la stratégie directe : demander au Gouvernement de se démettre lui-même.

Je me suis adressé à mon ami, Mr Ndindabahizi Emmanuel, et l'ai convaincu qu'un Gouvernement qui a exécuté le génocide ne peut pas travailler dans l'intérêt des réfugiés innocents. Il a accepté de transmettre mes propos au Premier Ministre.

Au retour, il m'a déclaré qu'il a accepté de démettre les Ministres qui s'étaient « *salis* » pendant le génocide et de les remplacer par des Ministres propres. Je lui ai répondu que ce n'est pas ça

auquel je pensais. Je lui ai répété que le Président et le Gouvernement devraient se démettre et favoriser ainsi la naissance d'une organisation qui s'occuperait du retour des réfugiés.

Il est encore allé voir le Premier Ministre. De retour, il me déclara que le Premier Ministre s'était montré récalcitrant. Il se serait exprimé ainsi : « *Nanjye murantereranye* » ce qui veut dire en français : « Moi aussi vous m'abandonnez ! »

Estimant ne pouvoir rien faire d'autre, j'ai décidé de rentrer sur Kigali, ce que j'ai fait début décembre 1994.

La veille de mon départ, je suis allé avertir le Colonel Félicien Muberuka. Je lui ai signalé que je partais parce que les choses ne bougeaient pas, que la situation des réfugiés n'évoluera pas positivement tant qu'ils ne se débarrasseront pas du fameux Gouvernement. » (*témoignage recueilli auprès du colonel Balthazar Ndengeyinka, 28 août 2004*)